

Une plus grande participation du Burundi aux missions de l'ONU en question

RFI, 28/10/2021 Burundi : les obstacles à une plus grande participation de troupes burundaises aux casques bleus
La question d'une plus grande participation du Burundi aux missions de paix de l'ONU a été au cœur de la visite de travail de deux jours de Jean-Pierre Lacroix, le secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des missions de paix à Bujumbura. Pour les autorités burundaises, cette activité est devenue aujourd'hui la principale source de devises, alors que le pays traverse une grave crise économique. Mais il reste encore des obstacles pour l'ONU.

Premier défi, celui de la préparation des unités qui doivent être déployées dans les missions de l'ONU. Le Burundi dispose d'un centre de formation de maintien de la paix au nord de Bujumbura. Mais depuis la crise de 2015, les instructeurs occidentaux qui y officiaient sont partis ; les Nations unies veulent vérifier, comme c'est la règle, le niveau de préparation des troupes que le pays voudrait mettre à leur disposition. Hélicoptère, blindés, chars ou encore équipement individuel... chaque pays pourvoyeur de troupes doit équiper ses hommes en mission. C'est une véritable épine pour le Burundi qui n'en a pas les moyens en raison de la grave crise économique qu'il traverse. Autre sujet de préoccupation, à la « conduite et discipline des Casques bleus », un domaine où les Nations unies pratiquement d'habitude la tolérance zéro. Or, l'ONU a demandé à Gitega depuis cinq ans d'enquêter sur des allégations d'abus sexuels contre une vingtaine de casques bleus burundais déployés à l'époque au sein de la Minusca en Centrafrique. D'autres cas se sont rajoutés depuis, mais jusqu'ici ces enquêtes n'ont pas encore abouti, déplore notre source. Enfin, le gouvernement burundais cherche également à imposer au sein de son contingent engagé dans la Minusca, des officiers accusés de violations graves des droits de l'homme dans le pays depuis la crise de 2015, au grand dam de l'ONU. Elle veut d'habitude un contrôle strict en amont avant tout déploiement de troupes.